



Piliers des politiques pour la croissance en 2019

Recommandations annuelles de la Chambre de commerce de l'Atlantique au gouvernement sur les politiques publiques

Le Canada atlantique est l'une des régions du monde les plus attrayantes. La région connaît une certaine croissance économique, mais elle continue de se situer à un niveau nettement inférieur à la moyenne du pays. Les gouvernements des provinces sont conscients des difficultés auxquelles la région fait face; mais il est de plus en plus difficile de créer des emplois, à cause de l'augmentation des coûts imposés par ces gouvernements, qui réduit la rentabilité des entreprises.

Pour les membres de la Chambre de commerce de l'Atlantique (CCA), il y a quatre domaines prioritaires sur lesquels il faudrait se concentrer en 2019 et dans lesquels les entreprises et les gouvernements pourraient collaborer afin de bâtir un avenir prospère.

Pilier I – Réduire la dette publique

C'est au Canada atlantique que le niveau de la dette par habitant est le plus élevé dans le pays. Dans les provinces de cette région, le remboursement de la dette exige une proportion toujours plus importante des recettes du gouvernement et le gouvernement a l'obligation de commencer à rembourser ce qu'il doit avant que l'augmentation des taux d'intérêt ne menace de mettre les provinces du Canada atlantique en situation d'insolvabilité.

La Chambre de commerce de l'Atlantique recommande aux gouvernements provinciaux de réduire la portion de leur budget consacrée au remboursement de la dette en développant l'activité économique et en réduisant la taille des administrations gouvernementales.

Pilier II – Offrir des services gouvernementaux prévisibles et fiables

Pour pouvoir prendre des décisions, il est essentiel d'être en mesure de prévoir le montant de ses dépenses et les échéances à respecter. Dans le même temps, il faut que le gouvernement propose des règles assurant la protection de la population. Ce qui manque à

l'heure actuelle au Canada atlantique, ce sont les efforts pour ménager un équilibre entre ces deux exigences, afin que l'économie puisse connaître la prospérité.

Pour relancer les investissements et attirer de nouvelles entreprises, la Chambre de commerce de l'Atlantique encourage vivement les administrations gouvernementales à veiller à ce que les approbations, les certificats et les permis pour les projets, qu'ils soient de petite envergure ou de grande envergure, soient délivrés de façon fiable et efficace, à l'abri de l'influence de considérations politiques.

Pilier III – Créer un environnement propice aux investissements et à la création d'emplois

Les consommateurs et les entreprises font des comparaisons avant de décider d'investir ou de dépenser leur argent et les administrations gouvernementales déterminent les services qu'il est approprié d'accorder et les frais qu'il est approprié de percevoir pour les entreprises investissant dans leur province. Au Canada atlantique, les entreprises continuent de faire face à toutes sortes d'augmentations du coût d'exploitation dans la région (salaire minimum,



cotisations au RPC, tarification du carbone, etc.).

Il faut que les gouvernements du Canada atlantique montrent que leurs provinces sont ouvertes au monde des affaires, en limitant les augmentations du coût d'exploitation pour les entreprises, en réexaminant leurs politiques fiscales et en créant des plans de développement économique pour favoriser la croissance de l'économie, aussi bien dans les régions rurales que dans les centres urbains.

Pilier IV – Améliorer l'accès aux travailleurs

Il est difficile de comprendre pourquoi les entreprises de l'Atlantique n'arrivent pas à pourvoir à leurs postes vacants, alors que notre région connaît l'un des taux de chômage les

plus élevés au Canada. Mais la réalité n'est pas si compliquée que cela : en fait, nos travailleurs sont dépourvus des compétences dont les entreprises ont besoin dans le monde d'aujourd'hui. Bon nombre des postes non pourvus concernent des professions hautement qualifiées, mais notre main-d'œuvre souffre également d'un manque de compétences de base en lecture et en mathématiques, qui limite, chez les travailleurs, les possibilités de suivre des formations et de profiter des offres d'emploi dans les professions peu qualifiées.

Il faut que les gouvernements du Canada atlantique améliorent les résultats obtenus par les élèves dans l'enseignement public et améliorent l'accès des entreprises aux travailleurs, en développant l'immigration, les programmes de travail saisonnier, l'accessibilité des services d'aide à l'établissement et les stratégies de fidélisation.

Piliers des politiques pour la croissance en 2019

Pilier I – Réduire la dette publique

Position de la Chambre de commerce de l'Atlantique (CCA)

Il est indispensable que tous les gouvernements s'organisent pour que leur budget permette de rembourser la dette accumulée par leur province.

Pourquoi est-ce important?

Cela fait des décennies que nos gouvernements vivent à crédit et nous avons aujourd'hui le taux le plus élevé d'endettement par habitant. Les obligations liées au service de la dette prennent le pas sur le financement des services essentiels dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'entretien des infrastructures publiques. Même si certaines provinces ont un budget excédentaire, la dette publique continue de prendre de l'ampleur. Si l'on veut réduire les paiements consacrés à la dette, il ne sert à rien de mettre l'accent sur des indicateurs de capacité d'emprunt comme le calcul de la dette en pourcentage du PIB. À mesure que les provinces s'endettent, elles courent le risque de faire éclater en morceaux leur notation financière, de réduire leur capacité d'offrir des services et de devenir moins attractives aux yeux des immigrants et des investisseurs potentiels.

Que peut-on faire?

Maîtriser les dépenses

La meilleure façon de faire augmenter les recettes est de trouver des façons moins dispendieuses de réaliser ses objectifs. Il faut que les provinces de l'Atlantique acceptent les défis liés à la prestation de services à une population éparpillée, définissent des normes de service équitables et répartissent les ressources de la meilleure façon possible.

Éliminer les déficits

Il y a deux raisons pour lesquelles nos administrations gouvernementales peuvent envisager de s'endetter : soit parce que l'économie est en phase de récession soit parce qu'il est nécessaire pour le gouvernement d'acquérir des biens qui produiront des retombées positives à long terme sur le plan économique. Dans les conditions actuelles (taux d'imposition et taux d'endettement par habitant les plus élevés dans le pays), nous ne devrions emprunter de l'argent que pour financer des projets présentant un avantage financier net pour la province.

Favoriser la croissance économique pour engranger de nouvelles recettes

En cette période que le spectre de l'insolvabilité menace de plus en plus nettement certaines de nos provinces, il est clair qu'il faut que nous réduisions la portion du budget provincial consacrée aux obligations liées au service de la dette, en élargissant l'assiette fiscale et en réduisant la taille du gouvernement.



Transférer la prestation de services au secteur privé

Il faut se demander si le secteur privé n'est pas, plutôt que le gouvernement, l'entité appropriée pour la prestation de certains services particuliers, dans des domaines comme la réglementation, les inspections et les exploitations de vente au détail.

Recommandations

La Chambre de commerce de l'Atlantique adresse aux gouvernements provinciaux les recommandations suivantes :

- Prenez conscience du fait que le Canada atlantique a atteint un plafond en matière d'impôts et de frais et mettez l'accent sur les politiques débouchant sur la création de nouvelles entreprises et la croissance économique.
- Prenez conscience du fait que l'augmentation de la fiscalité risque de déboucher sur une baisse globale des recettes fiscales.
- N'alourdissez pas le fardeau des générations à venir en leur imposant le coût des activités actuelles de votre gouvernement.
- Engagez-vous à rembourser la dette provinciale en dehors des périodes de repli économique.



Piliers des politiques pour la croissance en 2019

Pilier II – Offrir des services gouvernementaux prévisibles et fiables

Position de la Chambre de commerce de l'Atlantique (CCA)

La CCA est favorable aux efforts visant à améliorer l'efficacité et la fiabilité des interactions entre les entreprises et le gouvernement, en particulier en ce qui a trait aux évaluations, aux approbations et aux permis.

Pourquoi est-ce important?

Cela fait de nombreuses années que les entreprises expriment leurs inquiétudes concernant le coût des démarches administratives auprès du gouvernement. Le manque de coordination entre les provinces a débouché sur de nombreux freins aux échanges commerciaux et on estime qu'il a fait augmenter les dépenses de 8,5 milliards de dollars pour l'ensemble des économies de la région. Les retards et les incertitudes relatives aux approbations, aux permis et à l'accessibilité des programmes réduisent la rentabilité de l'exploitation des entreprises et la capacité de coordonner les investissements.

Que peut-on faire?

Définir des délais maximums pour les services gouvernementaux

L'un des facteurs clés quand on prépare un plan d'affaires est la prévisibilité. Il faut que les administrations gouvernementales définissent et imposent des délais standard pour les services, les réponses aux demandes, les inscriptions et les examens des grands projets.

Réformer la fiscalité

Avec des efforts consacrés tout particulièrement à la simplification du système fiscal aujourd'hui si complexe, on améliorera la compétitivité et la productivité dans les entreprises. Il est possible de favoriser l'activité économique en harmonisant la fiscalité pour les particuliers, les entreprises et les propriétaires fonciers.

Éliminer les redondances

Bon nombre d'entreprises font face à l'obligation de s'inscrire ou d'obtenir des certificats auprès de plus d'un ministère ou gouvernement. La situation qui serait la plus rentable, dans l'idéal, serait que les quatre provinces mettent en place un seul et même organe de réglementation au Canada atlantique, à chaque fois que c'est possible.

Évaluer les répercussions pour les entreprises

Quand elles se proposent d'apporter des changements à la réglementation ou à la loi, il faut que toutes les provinces exigent une évaluation des répercussions pour les entreprises, afin

d'éviter d'alourdir le fardeau que représente le respect de la loi et des règlements et ses répercussions sur la productivité.

Recommandations

La Chambre de commerce de l'Atlantique adresse aux gouvernements provinciaux les recommandations suivantes :

- Prenez conscience du fait que le caractère fastidieux des démarches auprès des gouvernements a pour effet de ralentir le fonctionnement des entreprises et la prise de décisions en matière d'investissements.
- Définissez des normes de fiabilité et d'efficacité pour les programmes et les approbations des administrations gouvernementales, notamment dans le domaine des études d'impact sur l'environnement.
- Prenez conscience du fait que les démarches réglementaires imposent des frais démesurés aux petites entreprises.
- Exigez, pour tout changement apporté à la réglementation, un processus ouvert au public d'évaluation des répercussions pour les entreprises.
- Simplifiez les mécanismes de production de rapports, en mettant en commun les données de base sur l'identité des clients entre les provinces.
- Mettez en place des bases de données électroniques ou des organismes d'envergure régionale pour renforcer l'efficacité des échanges de données.
- Choisissez, toutes les fois que cela est possible, la reconnaissance mutuelle des formations et des certificats d'une province à l'autre.

Piliers des politiques pour la croissance en 2019

Pilier III – Créer un environnement propice aux investissements et à la création d'emplois

Position de la Chambre de commerce de l'Atlantique (CCA)

La CCA est favorable à l'offre de conditions encourageant les nouvelles entreprises et les entreprises établies à situer leurs activités dans la région et à les y développer, l'objectif premier étant de renforcer l'activité économique et de faire augmenter les recettes fiscales.

Pourquoi est-ce important?

La région de l'Atlantique est la région du Canada où la fiscalité est la plus lourde. Elle connaît depuis plus d'une décennie un ralentissement de la croissance économique, avec peu de possibilités pour les administrations gouvernementales de faire augmenter leurs recettes. Comme seules les entreprises rentables créent des emplois, il est indispensable que les administrations gouvernementales se concentrent sur l'offre d'un régime fiscal, d'infrastructures et d'une réglementation encourageant les entreprises locales à réinvestir leurs bénéfices et encourageant les entreprises venues d'ailleurs à localiser leurs activités au Canada atlantique.

Que peut-on faire?

Offrir des conditions stables et prévisibles

Il est possible d'attirer des investisseurs à court terme en proposant des mesures incitatives à court terme, mais c'est avec des processus d'approbation fiables et un régime fiscal équitable et concurrentiel que la région pourra attirer les entreprises qui sont en activité sur les marchés internationaux.

Proposer des plans de développement économique pour les communautés rurales et les centres urbains

La viabilité des communautés dépend de la qualité des programmes éducatifs, des services de santé et des services sociaux disponibles en réponse à la demande de la population. Dans toutes les communautés, quelles qu'elles soient, il faut disposer d'un accès fiable à Internet à haut débit et il faut soutenir le tourisme, parce que ce sont là les piliers mêmes de l'économie dans bon nombre de régions rurales.

Éliminer les obstacles aux échanges commerciaux interprovinciaux

Il faut que les administrations gouvernementales prennent des mesures pour mettre en place le libre-échange commercial entre les provinces. Il est inacceptable que les provinces maintiennent en place une réglementation qui impose des obligations différentes selon la province quand les activités des entreprises sont comparables.



Ménager un équilibre entre priorités économiques et protection de l'environnement

Il est indispensable que les administrations gouvernementales affirment dans des délais raisonnables leur pouvoir pour ce qui est de la réglementation de l'exploitation des ressources naturelles. Les progrès dans la capacité que nous avons de préserver l'environnement se sont réalisés principalement grâce à l'exploitation responsable et rentable des ressources naturelles.

Abandonner les activités du gouvernement dans la prestation de services et la vente au détail

Les provinces devraient sérieusement s'interroger sur la nécessité et l'utilité de leur rôle en tant qu'agent exclusif de commercialisation des boissons alcoolisées et du cannabis. Elles devraient limiter leur participation au processus aux activités de réglementation et à la vente en gros.

Recommandations

La Chambre de commerce de l'Atlantique adresse aux gouvernements provinciaux les recommandations suivantes :

- Prenez conscience du fait que c'est le secteur privé qui est la principale source d'emplois et de recettes fiscales.
- Attirez les investisseurs en réduisant, à l'échelle de l'ensemble de l'économie, la structure de coûts associée à l'exploitation d'une entreprise.
- Améliorez la qualité et le coût des services afin que la région puisse faire face à la concurrence à l'échelle mondiale.
- Élargissez l'accès à Internet à haut débit à l'ensemble des communautés et soutenez le tourisme à l'échelle provinciale.
- Évaluez le potentiel que représente la prestation de services publics par le secteur privé.



Piliers des politiques pour la croissance en 2019

Pilier IV – Améliorer l'accès aux travailleurs

Position de la Chambre de commerce de l'Atlantique (CCA)

La CCA est favorable aux efforts visant à réduire l'écart entre le taux de chômage et le taux de postes vacants en améliorant la formation, en favorisant l'immigration et en veillant à ce que les entreprises aient accès à une main-d'œuvre qualifiée.

Pourquoi est-ce important?

Le plein-emploi est à la fois un indicateur du dynamisme de l'économie et un facteur de ce dynamisme. Dans des conditions de plein-emploi, les employeurs se font concurrence pour l'accès aux ressources disponibles, ce qui suscite des augmentations des salaires et un renforcement de la productivité. Avec une population très dispersée et fortement présente en région rurale, avec plusieurs entreprises n'offrant que des emplois saisonniers et avec le niveau faible des travailleurs dans les compétences de base en lecture-écriture et en mathématiques, nous avons des écarts entre l'offre et la demande, tant pour les emplois hautement qualifiés que pour les emplois peu qualifiés.

Que peut-on faire?

Retenir nos jeunes

Pour que l'économie soit viable, il faut que les plus jeunes dans la population active aient le sentiment d'avoir des possibilités de s'épanouir sur le plan personnel et professionnel dans leur province d'origine. Il faut que nous fassions passer ce message à nos enfants dès le plus jeune âge et que nous situions dans un contexte réaliste la question qu'ils se posent de savoir s'ils vont rester dans la région ou la quitter.

Attirer et retenir des immigrants et des étudiants étrangers

Il faut que notre région mette en place de bonnes collaborations entre le gouvernement, les entreprises et les collectivités locales, afin de permettre aux étudiants étrangers de nouer des liens avec les entreprises locales, de veiller à ce que les immigrants potentiels soient au courant de la qualité de vie bien particulière que la région du Canada atlantique a à leur offrir et de fournir des ressources d'aide à l'établissement pour permettre à ces immigrants de tisser des liens dans les communautés rurales et les centres urbains où ils s'établissent. Il est également indispensable d'avoir une solution durable pour ce qui est de veiller à ce qu'on dispose des ressources humaines nécessaires pour répondre à la demande dans les postes peu qualifiés et les emplois saisonniers.

Développer la formation

Il faut que les administrations gouvernementales fassent une analyse plus approfondie des données sur l'emploi, afin de mettre en évidence les déficiences régionales dans l'accès à une main-d'œuvre qualifiée. Pour que les gens puissent avoir des débouchés et connaître la prospérité, il est indispensable que les écoles publiques garantissent aux élèves qu'ils auront, dès les premiers stades de leurs études, les compétences en lecture, en mathématiques et en informatique dont ils auront besoin pour poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur et pour fonctionner dans un monde du travail qui exige d'eux qu'ils soient capables de lire et de résoudre les problèmes par eux-mêmes.

Recommandations

La Chambre de commerce de l'Atlantique adresse aux gouvernements provinciaux les recommandations suivantes :

- Collaborez avec les communautés afin de préparer les jeunes aux débouchés au Canada atlantique.
- Continuez d'élargir et d'améliorer les programmes d'immigration comme le PPICA, le PCP et le PTTE.
- Élargissez l'accès aux ressources encourageant les gens à s'établir dans toutes sortes de localités de tailles différentes.
- Communiquez aux individus, dès le plus jeune âge, des exemples d'entrepreneurs ayant connu la réussite dans l'économie locale.
- Continuez de concentrer vos efforts sur la maîtrise de la lecture, des mathématiques et des outils technologiques dès le plus jeune âge.
- Améliorez les liens entre les informations sur le marché du travail et l'acquisition de compétences en milieu de travail.